

Rapport annuel 2025– 2026



Centre pour les MÉDIAS,
la TECHNOLOGIE
et la DÉMOCRATIE



À gauche : Anna Jahn, Directrice exécutive et Taylor Owen, Directeur fondateur, à *Attention: Govern or Be Governed* (Automne 2025).

État des lieux

1

En février, une fusillade dans une école de Tumbler Ridge, en Colombie-Britannique, a fait huit victimes. Selon des poursuites intentées par la suite, l'auteur de l'attaque aurait utilisé un agent conversationnel d'IA largement accessible pour planifier son geste, alors que des employés de l'entreprise avaient déjà signalé ces échanges comme étant préoccupants plusieurs mois auparavant.

L'entreprise était en mesure de voir le risque posé par son propre produit. Pourtant, rien dans le droit canadien ne l'obligeait à intervenir. Cet écart entre ce qu'une entreprise sait et ce que la loi l'oblige à faire est précisément au cœur du travail de notre Centre.

Cet écart s'est manifesté tout au long de l'année. On l'a vu lors d'une élection fédérale où les influenceurs en ligne, davantage que les journalistes, ont porté une grande partie de la conversation politique. On l'a vu dans des systèmes d'intelligence artificielle qui absorbent le contenu du journalisme canadien sans le rémunérer. On l'a vu également dans un réseau d'influence qui a contribué à diffuser les idées sécessionnistes albertaines à grande échelle avant même que les plateformes ou les autorités de réglementation n'en prennent pleinement la mesure.

Parallèlement, l'intelligence artificielle progresse plus rapidement et transforme davantage nos sociétés que toute autre technologie depuis une génération. Elle modifie déjà la manière dont la science est pratiquée, dont les soins de santé sont prodigués, et dont les personnes apprennent, travaillent et tissent des liens. Son potentiel est considérable. Mais les coûts liés au fait d'en laisser l'orientation aux seules entreprises qui en tirent profit le sont tout autant.

C'est dans ce contexte que le Centre mène ses activités. Nous étudions l'écosystème de l'information, transformons les données probantes en politiques publiques et portons ces analyses auprès du grand public, au Canada et, de plus en plus, à l'international.



Cette année a également marqué un changement structurel important. L'Observatoire de l'écosystème médiatique, principale institution canadienne consacrée au suivi de la désinformation et à l'observation des processus électoraux, a officiellement intégré le Centre. Ce qui était auparavant notre plus proche partenaire fait désormais pleinement partie de notre organisation, réunissant sous un même mandat nos activités de recherche, d'élaboration des politiques publiques et de mobilisation du public.

Notre mandat évolue lui aussi. Depuis une décennie, le Centre s'est principalement consacré à la gouvernance des plateformes de médias sociaux, et ce travail demeure essentiel. Toutefois, notre attention se tourne désormais de plus en plus vers l'intelligence artificielle. Le Canada n'a pas à repartir de zéro pour encadrer ces technologies. Le pays a déjà mis en place des cadres de gouvernance crédibles pour des secteurs puissants comme la finance, la radiodiffusion, les produits pharmaceutiques ou encore le transport aérien. Le défi consiste aujourd'hui à étendre cette capacité aux technologies qui évoluent plus rapidement que les mécanismes chargés de les encadrer.

La question n'est pas de savoir si la technologie est bonne ou mauvaise. Elle est de savoir si les institutions démocratiques sont encore capables de gouverner les industries les plus puissantes de leur époque. Elles l'ont déjà fait par le passé. Ce que la dernière année a mis à l'épreuve est notre volonté politique de le faire à nouveau. Les pages qui suivent retracent la manière dont notre Centre a abordé cette question au cours de l'année, ainsi que l'ampleur du travail qui reste à accomplir.

ANNA JAHN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
TAYLOR OWEN, DIRECTEUR FONDATEUR

À gauche : Michael McGrath, commissaire européen à la démocratie, à la justice, à l'État de droit et à la protection des consommateurs, prononce une allocution d'ouverture lors de la conférence *Attention: Govern or Be Governed* (automne 2025).
Ci-contre : Maria Ressa, lauréate du prix Nobel de la paix, cofondatrice et cheffe de la direction de Rappler, intervient lors de cette même conférence.



100+

Rapports de recherche, mémoires
et notes d'information publiés

381K

Téléchargements des balados
Left to Their Own Devices et
Machines Like Us

100+

Jeunes mobilisés partout
au pays grâce au programme des
Jeunes fellows et à Gen(Z)AI

30+

Chercheurs membres du Réseau
canadien de recherche sur les
médias numériques

1M+

Visionnements des contenus vidéo du
Centre pour les médias, la technologie et la
démocratie (CMTD), de *Machines Like Us*
et des anciennes plateformes sociales de
l'Observatoire de l'écosystème médiatique

400+

Entrevues accordées
aux médias

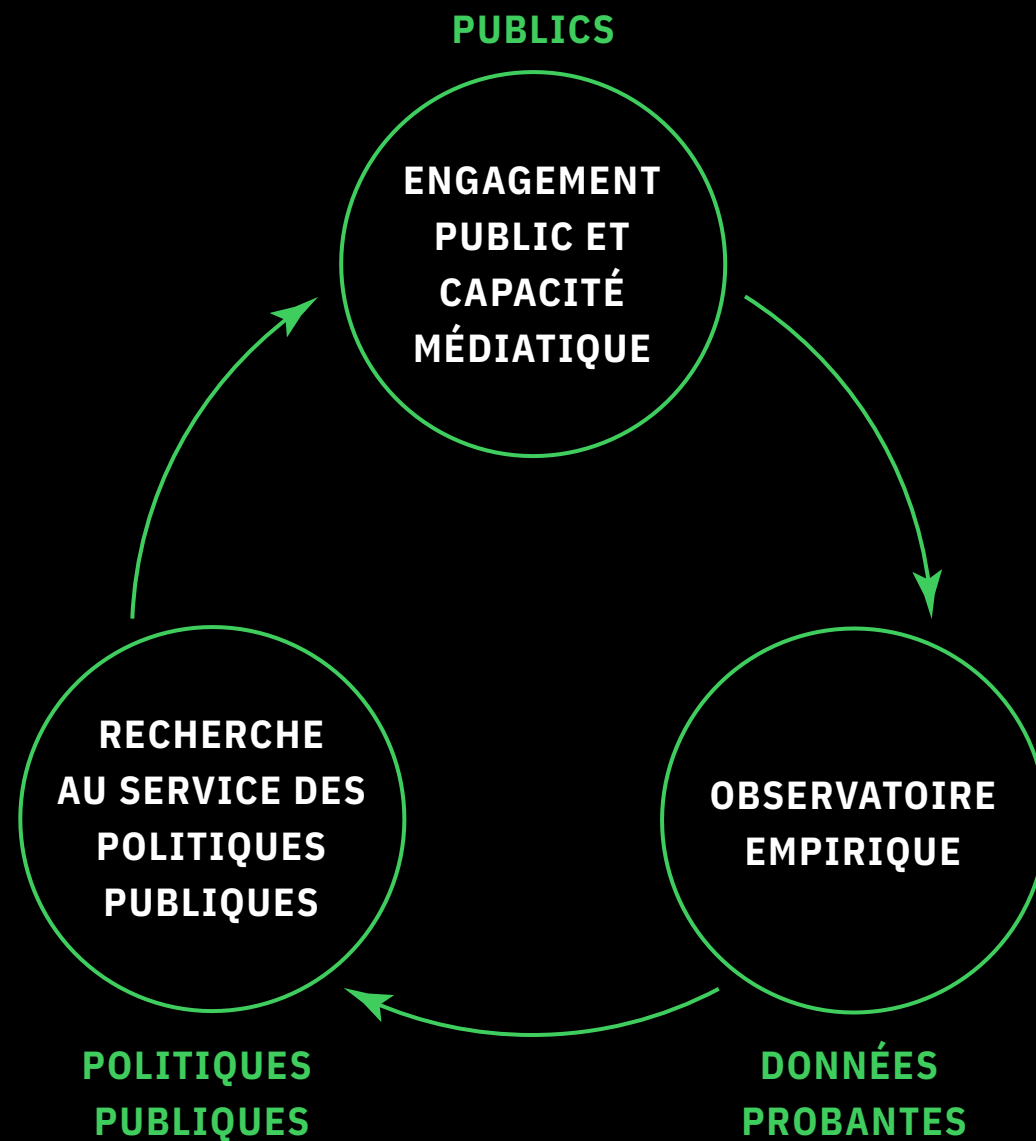
6

Élections majeures surveillées
depuis 2019, et 2 autres
prévues en 2026

4

Éditions de la série
de conférences *Attention*

Le Centre en un coup d'oeil



De la recherche aux politiques publiques, aux publics: un cycle continu

Notre approche 2

Le Centre s'appuie sur trois capacités complémentaires : un observatoire empirique, de la recherche au service des politiques publiques et un volet d'engagement public. Ensemble, elles forment un cycle continu et intégré. Les données probantes alimentent les politiques publiques. Le travail sur les politiques permet de concevoir des réponses concrètes. L'engagement public met ces réponses à l'épreuve et les diffuse, tandis que les questions qui en émergent orientent les prochaines priorités de recherche.

L'observatoire est l'Observatoire de l'écosystème médiatique. Il recueille environ 90 % de toutes les interactions publiques liées à l'actualité et aux affaires publiques au Canada, sur huit plateformes numériques ainsi que dans les balados. Il s'agit de l'un des dispositifs de collecte de données les plus complets de ce type au monde. Il permet au Centre de comprendre concrètement comment circule l'information au sein de la démocratie canadienne.

La pratique d'élaboration des politiques publiques transforme ces données en action. Grâce à nos travaux de recherche comparative, à l'évaluation des politiques et à la conception de cadres législatifs, nous contribuons directement aux processus décisionnels. Nous concevons et dirigeons des commissions, siégeons à des groupes d'experts chargés d'élaborer des cadres réglementaires, organisons des assemblées citoyennes et collaborons étroitement avec des décideurs politiques et des fonctionnaires au Canada comme à l'étranger.

« L'engagement public vise à faire rayonner ces travaux au-delà des milieux universitaires et gouvernementaux. Le Centre diffuse directement ses recherches par l'intermédiaire de rapports, de notes d'information et d'une présence médiatique soutenue qui en fait une voix de confiance sur les enjeux de gouvernance numérique et d'intégrité de l'information. »

L'engagement public vise à faire rayonner ces travaux au-delà des milieux universitaires et gouvernementaux. Le Centre diffuse directement ses recherches par l'intermédiaire de rapports, de notes d'information et d'une présence médiatique et numérique soutenue qui en fait une voix de confiance sur les enjeux de gouvernance numérique et d'intégrité de l'information. Afin de faire connaître ce sur quoi nous travaillons à un plus large public, nous avons créé [Paradigms](#), un studio médiatique à but non lucratif spécialement conçu pour traduire notre travail en productions médiatiques professionnelles, notamment les balados *Machines Like Us* et *Left to Their Own Devices*, la série de conférences *Attention*, des capsules explicatives vidéo ainsi que de vastes exercices de délibération publique comme Gen(Z) AI. Chacun de ces volets renforce les autres.

Les sections qui suivent illustrent ce modèle en action. Chacune s'appuie sur un enjeu marquant de l'année et en suit le parcours, depuis la production de données probantes jusqu'à l'élaboration des politiques publiques et au débat public.

PARADIGMS

À gauche : Paradigms, le studio médiatique à but non lucratif que nous avons créé et avec lequel nous collaborons étroitement pour produire nos balados et nos événements.

À droite : la fellow et animatrice de balado Ava Smithing en conversation avec Jonathan Haidt (auteur de *The Anxious Generation: How the Great Rewiring of Childhood Is Causing an Epidemic of Mental Illness*), lors d'un enregistrement en direct du balado *Left to Their Own Devices* à New York (mars 2026).





À gauche : Evan Solomon, ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique du Canada, et Anna Jahn, directrice générale du Centre, lors de la conférence *Attention: Govern or Be Governed* (automne 2025).

Notre impact

3

3.1 L'intégrité des élections canadiennes

Aujourd'hui, la confiance envers un processus électoral dépend en partie d'une capacité qui n'existait pas il y a dix ans : celle d'observer, en temps réel, la circulation de l'information au cours d'une campagne. En même temps, la confiance envers les institutions démocratiques diminue et la polarisation en ligne s'accroît. Les campagnes de manipulation coordonnées, la montée des contenus générés par l'intelligence artificielle et d'autres formes d'ingérence constituent des menaces bien réelles pour les élections démocratiques. Or, ces phénomènes se déploient au rythme du cycle médiatique, alors que les mécanismes chargés de les examiner, comme les commissions d'enquête ou les examens rétrospectifs, fonctionnent sur des horizons de plusieurs années.

Par l'intermédiaire de l'Observatoire de l'écosystème médiatique, nous avons suivi six importantes élections fédérales et provinciales depuis 2019. Lors de l'élection générale de la Colombie-Britannique à l'automne 2024, nous n'avons trouvé aucune preuve d'ingérence étrangère. Nous avons toutefois observé un autre phénomène : les spéculations entourant une éventuelle ingérence étaient monnaie courante, et les doutes du public quant à l'intégrité du résultat ont fortement augmenté le jour du scrutin et dans les jours qui ont suivi, malgré l'absence d'ingérence avérée.

À l'occasion de la 45e élection fédérale en 2025, nous avons déployé notre dispositif de surveillance le plus complet à ce jour. Chaque vendredi pendant la campagne, nous avons publié une évaluation en temps réel portant sur les robots automatisés, l'astroturfing, les ingérences étrangères et nationales, la désinformation, les hypertrucages et l'extrémisme en ligne. Par l'intermédiaire du Réseau canadien

« [...] la manipulation de l'information (qu'elle soit d'origine étrangère ou non) représente le plus grand risque pour notre démocratie. Il s'agit d'une menace existentielle ».

Commissaire Marie-Josée Hogue, janvier 2025, Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux— Rapport final.

de recherche sur les médias numériques, nous avons coordonné les travaux de chercheurs et d'organisations de la société civile partout au pays, mis à leur disposition des données communes et servi de point de référence unique et fiable pour les journalistes couvrant les questions d'ingérence électorale. Nous avons également mis en place une ligne de signalement ouverte au public et examiné chacune des informations reçues.

Entre la fin mars et le début mai, notre équipe a accordé plus d'une centaine d'entrevues aux médias. Nos travaux ont été cités dans le [New York Times](#), le [Guardian](#), le [Financial Times](#) et [The Economist](#). Les équipes de [The National](#) à CBC et de [Découverte](#) à Radio-Canada ont suivi notre travail tout au long de la campagne.

CE QUI A CHANGÉ

Le Canada dispose désormais d'une capacité permanente et indépendante de surveillance électorale en temps réel, plutôt que de dépendre uniquement de recherche réalisée après coup. Plus de 100 entrevues médiatiques en six semaines ont permis de diffuser ces constats auprès des publics canadiens et internationaux, tout en démontrant comment les milieux universitaire, journalistique et communautaire peuvent collaborer pour renforcer notre écosystème de l'information.

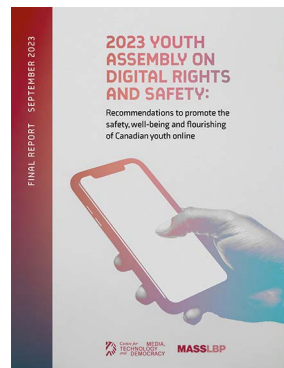
3 NOTRE IMPACT

À droite : Taylor Owen, directeur fondateur du Centre, et Margrethe Vestager, alors commissaire européenne à la concurrence, lors de la conférence *Attention: The Kids Are All Right* (automne 2024).



3.2 Protéger les Canadiens contre les préjudices en lignes

Au début de l'année 2025, le Parlement a été prorogé et le projet de loi C-63, la Loi sur les préjudices en ligne, est mort au Feuilleton. Une fois de plus, le Canada s'est retrouvé sans cadre législatif global en matière de sécurité en ligne. Pendant quatre ans, nous avons contribué à son élaboration. Taylor Owen a coprésidé la [Commission canadienne sur l'expression démocratique](#) aux côtés de l'ancienne juge en chef Beverley McLachlin. Nous avons organisé quatre assemblées citoyennes nationales, dont une [Assemblée jeunesse sur les droits et la sécurité numériques](#). Taylor a également siégé au groupe consultatif d'experts du gouvernement fédéral chargé de traduire ce cadre en dispositions législatives, lesquelles ont ensuite été présentées dans le projet de loi C-63. Lorsque le projet de loi a été déposé, ses principaux éléments bénéficiaient d'un appui rare réunissant des acteurs de différents partis politiques et de la société civile, notamment sur une question aussi sensible que la réglementation des contenus en ligne. Après que le projet de loi ait échoué, la question n'était donc plus de savoir à quoi devrait ressembler un bon cadre réglementaire. Le Canada avait déjà une réponse. La question était plutôt de savoir comment remettre la sécurité en ligne à l'ordre du jour. Cela a nécessité une année entière de travail soutenu, menée en collaboration avec un réseau d'organismes de recherche et de la société civile afin de maintenir cet enjeu au cœur des discussions avec les responsables gouvernementaux et les ministres.



À gauche : la séance du 30 juin de l'Assemblée des jeunes sur les droits et la sécurité numériques, tenue à Winnipeg en 2023.

«Nous savons tous et toutes que le contenu préjudiciable en ligne peut avoir de très lourdes conséquences. À mesure que les technologies évoluent, nous devons veiller à ce que nos lois suivent le rythme, car les parents ne peuvent pas relever ces défis seuls. La sécurité des enfants ne peut pas être une considération secondaire.»

L'honorable Marc Miller, ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, le 10 juin 2026 à l'occasion de la présentation du projet de loi C-34, la Loi sur les médias sociaux sécuritaires

Lorsque l'Australie a annoncé son intention d'interdire l'accès aux médias sociaux aux jeunes de moins de seize ans, le débat canadien s'est rapidement réduit à une alternative simpliste : interdire ou ne rien faire. Notre [position](#) était qu'une interdiction, à elle seule, ne résout pas le problème. Un jeune exclu d'une plateforme continue d'évoluer dans un environnement informationnel façonné par les mêmes choix de conception et les mêmes incitatifs. La véritable solution réside dans les mécanismes de transparence et de responsabilisation qui étaient prévus par le projet de Loi sur les préjudices en ligne et appliqués directement aux plateformes.

Notre réseau de jeunes Gen(Z)AI a pris part au débat national dans les médias. À titre de membre du Groupe consultatif d'experts sur la sécurité en ligne, Taylor Owen a proposé un moratoire plutôt qu'une interdiction générale. Nous avons également rencontré et informé des hauts fonctionnaires et des ministres de Patrimoine canadien, du ministère de la Justice, du portefeuille de l'IA et de l'innovation numérique, ainsi que du Bureau du Conseil privé.

En mars 2026, Taylor Owen a réintégré le groupe consultatif fédéral sur la sécurité en ligne, reconstitué par le gouvernement et désormais chargé d'examiner les restrictions fondées sur l'âge ainsi que les agents conversationnels d'intelligence artificielle.

CE QUI A CHANGÉ

Le cadre que nous avons élaboré n'a pas disparu avec le projet de loi C-63. Après une année de mobilisation concertée, le cadre de gouvernance conçu par le Canada est revenu au cœur du projet de loi sur les médias sociaux sécuritaires, déposé en juin 2026. En plus de renforcer les mesures de responsabilité et de transparence, ce projet de loi prévoit des restrictions d'âge temporaires comme outil pour favoriser une conception adaptée à l'âge des utilisateurs, plutôt qu'une interdiction générale et permanente.

3.3 Encadrer l'intelligence artificielle

Lorsque le Parlement a été prorogé au début de 2025, le projet de Loi sur l'intelligence artificielle et les données est mort au Feuilleton avec lui, laissant le Canada sans aucun cadre législatif général pour encadrer l'intelligence artificielle. À l'automne 2025, lorsque le ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique, Evan Solomon, a annoncé la création du Groupe de travail national sur l'IA, Taylor Owen a été invité à s'y joindre avec un mandat portant notamment sur la sécurité de l'IA et la confiance du public. Le [rapport que nous avons soumis](#) au groupe de travail exposait clairement les enjeux. Ses recommandations s'articulaient autour de trois priorités : la sécurité des citoyens, l'intégrité de l'écosystème de l'information et la légitimité démocratique des mécanismes de gouvernance de l'IA. Le diagnostic posé est fondamentalement structurel. Les préjudices associés à l'intelligence artificielle découlent des choix de conception et des incitatifs commerciaux intégrés aux systèmes eux-mêmes, alors que ces choix échappent encore largement à toute supervision démocratique.

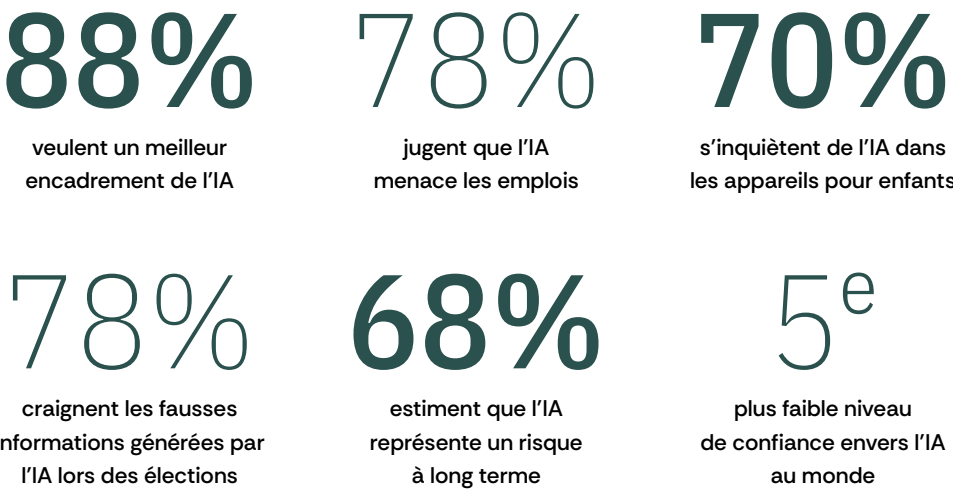
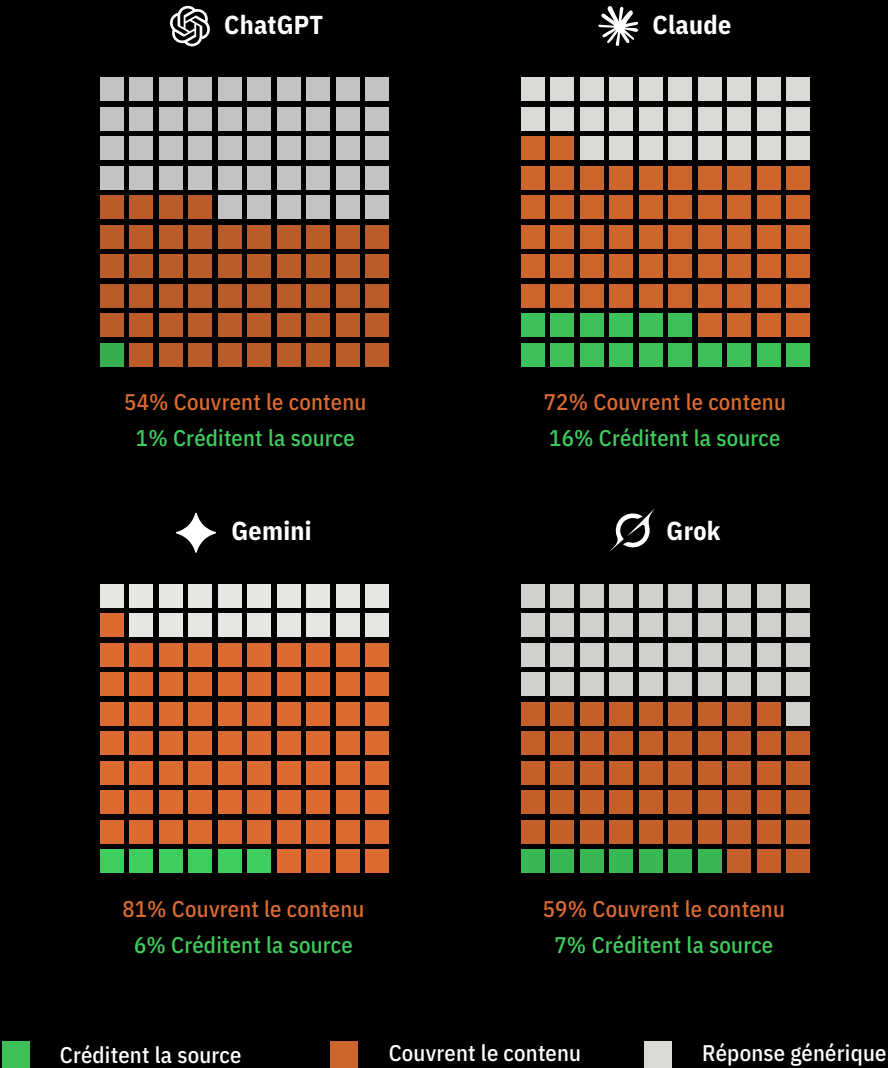
À la suite de la tragédie de Tumbler Ridge, nous avons transmis une [note d'information](#) directement aux ministres Solomon et Miller, demandant que les agents conversationnels d'intelligence artificielle soient intégrés à une version révisée de la Loi sur les préjudices en ligne.

Nous avons également produit de nouvelles données démontrant comment l'IA transforme déjà l'écosystème de l'information. Dans le cadre de notre [audit de l'IA dans les nouvelles](#), nous avons évalué quatre modèles d'IA de pointe afin de déterminer dans quelle mesure le journalisme canadien était présent dans leurs données d'entraînement et leurs résultats. Nous avons constaté que ces modèles reproduisent du contenu journalistique canadien sans attribution et sans générer de trafic vers les salles de rédaction qui l'avaient produit. Ces résultats ont alimenté directement nos recommandations en faveur d'exigences renforcées en matière de source et de transparence.



Au-dessus : les ministres Evan Solomon et Marc Miller prennent la parole lors de la séance plénière Gen(Z)AI, à Ottawa (avril 2026).

Couverture des reportages originaux et de l'attribution des sources dans les articles d'actualité canadiens récents



Tout au long de l'année, nous avons fourni des séances d'information et des notes de politiques publiques aux gouvernements de la Colombie-Britannique, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick alors qu'ils élaboraient leurs propres approches en matière de gouvernance de l'IA. À l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill, nous dirigeons également un axe de travail consacré aux politiques numériques et à l'intelligence artificielle, tout en accompagnant l'établissement dans son propre recours responsable à ces technologies.

CE QUI A CHANGÉ

En l'espace de trois semaines, en juin 2026, le gouvernement du Canada a présenté trois initiatives phares en matière de gouvernance numérique : IA pour tous (la Stratégie nationale sur l'intelligence artificielle), la Loi sur les médias sociaux sécuritaires (qui comprend un cadre de réglementation des agents conversationnels) et la Loi visant à protéger la vie privée et les données des consommateurs (LPVPDC). Chacune de ces initiatives s'est appuyée sur le rapport de notre Groupe de travail sur la stratégie en matière d'IA, sur nos rapports destinés au Groupe consultatif d'experts sur la sécurité en ligne, ainsi que sur les séances d'information que nous avons tenues auprès des ministres et de hauts responsables des politiques publiques.

Ci-contre : données tirées du rapport [AI News Audit : How AI Models Use and Distribute Canadian Journalism](#).
Au-dessus : [45e législature, Comité permanent de la science et de la recherche, témoignage no 25, jeudi 12 février 2026](#).

3.4 L'écosystème de l'information

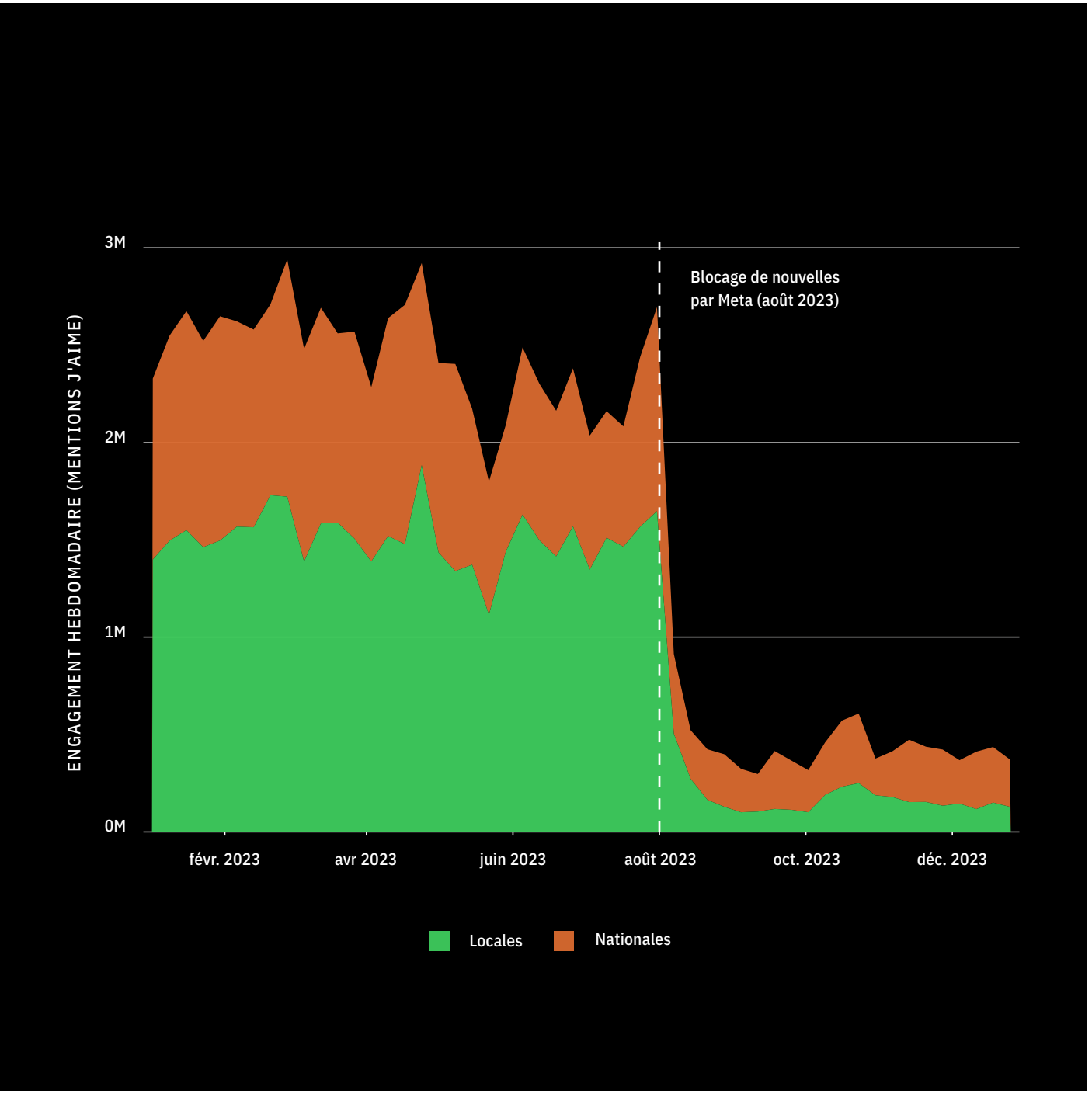
Lorsque Meta a bloqué les contenus d'actualité sur Facebook et Instagram en 2023, les médias d'information canadiens ont perdu l'équivalent de 11 millions de consultations par jour. La plupart des Canadiens ne s'en sont pas rendu compte. Les trois quarts d'entre eux continuaient d'affirmer qu'ils s'informaient sur Facebook et Instagram, sans réaliser que le journalisme avait été remplacé par du contenu algorithmique et des publications générées par l'intelligence artificielle.

Cette dynamique s'observe dans l'ensemble de l'écosystème de l'information. Les structures changent alors que l'expérience utilisateur demeure essentiellement la même. Ceux qui évoluent dans cet environnement perçoivent rarement l'ampleur des transformations en cours.

L'Observatoire de l'écosystème médiatique documente ces changements au moment même où ils se produisent. [Old News, New Reality: A Year of Meta's News Ban in Canada](#) a permis de mesurer toute l'ampleur des effets de l'interdiction des nouvelles imposée par Meta. [Like It or Not: The Changing Information Ecosystem](#) a retracé trois années d'évolution au niveau de la conception et du fonctionnement des plateformes numériques. [Power Shift: The Rise of Political Influencers in Canada](#) a montré que les influenceurs en ligne avaient produit près de la moitié de l'ensemble du contenu politique diffusé pendant la campagne électorale. Enfin, [Conspiratorial Claims and Institutional Distrust](#) a analysé la façon dont certains récits portant sur la santé publique et l'intégrité électorale sont mobilisés pour fragiliser la confiance envers les institutions publiques.

Ci-contre : évolution de l'engagement hebdomadaire avec les médias d'information canadiens avant et après le blocage des nouvelles par Meta en 2023.

Au-delà de ces publications, nous avons développé une capacité d'intervention en temps réel. Lorsque des [centaines de comptes sur X ont diffusé un contenu identique à la suite d'un rassemblement politique à Kirkland Lake](#) en 2024, nous avons mené notre première intervention de réponse à un incident. Lorsque le [département de la Justice des États-Unis a inculpé deux ressortissants russes accusés d'avoir financé le réseau d'influence canadien Tenet Media](#), nous avons



« Le travail que réalise l’Observatoire de l’écosystème médiatique, notamment dans le cadre de projets comme Slopaganda, a été d’une valeur inestimable pour l’unité des enquêtes visuelles de CBC. L’ampleur de l’analyse et la profondeur des données recueillies ont constitué une base solide qui a enrichi notre propre enquête et nous a permis d’identifier les créateurs néerlandais anonymes qui produisaient du contenu canadien inauthentique et polarisant à des fins lucratives. »

Eric Szeto, journaliste senior, unité des enquêtes visuelles de CBC

expliqué ce que cette affaire révélait de l’évolution des stratégies d’influence étrangère. En avril 2026, nous avons mis en œuvre un modèle d’intervention encore plus rapide, réduisant à trois semaines le délai entre l’identification d’un problème et la publication d’une analyse complète. Le premier rapport d’incident produit depuis est *Slopaganda: The Inauthentic YouTube Network Selling Secession to Albertans*, une enquête qui a mis au jour un réseau de vingt chaînes YouTube inauthentiques totalisant près de quarante millions de visionnements. Ces chaînes diffusaient des récits visant à normaliser l’idée d’une sécession de l’Alberta ainsi que son annexion aux États-Unis.

CE QUI A CHANGÉ

Nos analyses de l’écosystème de l’information sont désormais des références de premier plan pour les journalistes, les chercheurs parlementaires et les organisations de la société civile. Notre modèle d’intervention rapide est lui aussi devenu une capacité durable et reproductible. Lorsque nous avons publié Slopaganda, CBC et Radio-Canada ont lancé leur propre enquête dans les deux jours suivants, en s’appuyant sur nos résultats plutôt qu’en devant les établir eux-mêmes avec des délais beaucoup plus longs. Notre travail a également mené à des reportages aux Pays-Bas, d’où provenait le réseau.

3 NOTRE IMPACT

3.5 Les jeunes et la technologie

Les personnes qui ont le plus à perdre ou à gagner dans la manière dont les technologies sont gouvernées sont souvent celles qui sont les moins représentées dans les espaces où ces décisions sont prises. Les jeunes Canadiens ont grandi au sein de ces systèmes. Ils vivent avec les conséquences des choix de conception qui façonnent leur attention, leurs données et leur santé mentale, mais ils sont rarement présents lorsque ces choix sont examinés ou remis en question.

Depuis trois ans, nous travaillons à changer cette réalité. Le programme des Jeunes fellows intègre les jeunes à nos travaux de recherche et d’élaboration des politiques publiques en tant que véritables collaborateurs, contribuant directement à définir les enjeux que nous étudions et les recommandations que nous formulons. Cette année, nous avons bâti quelque chose d’encore plus ambitieux à partir de cette base.

[Gen\(Z\)AI](#) a été un forum national de sept mois consacré aux jeunes et à l’intelligence artificielle. Cent Canadiennes et Canadiens âgés de 17 à 23 ans, sélectionnés de manière à refléter la diversité du pays, ont participé à quatre assemblées

À droite : les participant·e·s à Gen(Z)AI aux côtés des ministres Evan Solomon et Marc Miller, à Ottawa (30 avril 2026).





Ci-contre : les responsables du projet Gen(Z) AI, lors de la séance de Halifax.

Au-dessus : le rapport final du projet Gen(Z) AI.

« Je crois que les jeunes, comme l'ensemble des Canadiens, doivent avoir l'occasion de participer à des démarches comme Gen(Z)AI afin de comprendre les technologies qui façonneront notre avenir et de pouvoir exprimer leurs espoirs, leurs préoccupations et leurs attentes quant à la manière dont elles seront intégrées au tissu même de notre société. »

Participant au forum Gen(Z)AI

régionales à Toronto, Montréal, Vancouver et Halifax. Réalisé en partenariat avec le projet Dialogue on Technology de l'Université Simon Fraser et Mila, l'Institut québécois d'intelligence artificielle, Gen(Z)AI s'appuyait sur le même modèle délibératif d'assemblée citoyenne que celui que nous utilisons dans l'ensemble de nos travaux sur les politiques publiques. Les participants ont élaboré une série de recommandations et les ont présentées à Ottawa devant des sénateurs, des ministres et des représentants de la société civile.

Left to Their Own Devices a porté ces mêmes préoccupations auprès d'un vaste public. Produit par Paradigms en collaboration avec le Toronto Star et animé par la jeune fellow Ava Smithing, ce balado d'enquête en dix épisodes examine les effets des médias sociaux sur la génération Z : les impacts sur la santé mentale, l'exploitation des mineurs et les choix de conception des plateformes qui contribuent à ces phénomènes. Il a été nommé aux prix Peabody et figure parmi les dix meilleurs balados de 2025 selon Apple Canada.

CE QUI A CHANGÉ

Les recommandations formulées dans le cadre de Gen(Z)AI ont été partagées avec les gouvernements fédéral et provinciaux. La séance plénière tenue à Ottawa a réuni ministres et sénateurs autour des conclusions élaborées par les jeunes eux-mêmes. *Left to Their Own Devices* a quant à lui permis de porter ces enjeux auprès des parents, des éducateurs et des décideurs à l'échelle nationale.



Au-dessus : table ronde d'ouverture de la conférence *Saving Journalism*, à Paris (mars 2026).

3.6 L'avenir du journalisme

La démocratie dépend du journalisme, mais le modèle économique qui le soutient continue de s'éroder. La fermeture de salles de rédaction, l'effondrement des revenus publicitaires, les interdictions de nouvelles imposées par les plateformes et les systèmes d'intelligence artificielle qui reproduisent le travail journalistique sans rémunération exercent tous une pression sur la même structure. Or, rien n'est encore venu remplacer le rôle essentiel que joue le journalisme dans une société démocratique.

Canada's News Bargaining Code: An Unabridged Account of C-18 constitue aujourd'hui l'analyse la plus complète de la Loi sur les nouvelles en ligne. Le rapport examine ce que la loi cherchait à accomplir, ce qu'elle a effectivement permis de réaliser, ses limites ainsi que ses implications pour les politiques publiques en matière de journalisme ailleurs dans le monde. Il est désormais utilisé par des décideurs

« Même si la technologie s'est améliorée, la manière dont elle est organisée continue d'influencer les incitatifs, notamment en favorisant l'effacement de l'information de qualité (...) et en créant des incitatifs à produire de la mauvaise information. »

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et professeur à l'Université Columbia, lors de la conférence *Saving Journalism*, Paris, mars 2026

publics et des organisations de la société civile au Canada comme à l'international.

La pression la plus récente provient de l'intelligence artificielle. Comme nous l'avons montré plus tôt dans ce rapport, notre [audit de l'IA dans les nouvelles](#) a révélé que les principaux modèles d'IA reproduisent du contenu journalistique canadien sans attribution ni compensation.

Alors que l'avenir de CBC/Radio-Canada est devenu un enjeu politique de premier plan, nous avons sondé directement les Canadiens et constaté qu'une majorité souhaitait préserver le diffuseur public. Notre rapport majeur publié en 2025, *What Should the CBC Be?*, s'appuie sur deux années de recherche ainsi que sur l'étude des modèles de radiodiffusion publique de dix-sept pays afin d'évaluer le rôle de CBC/Radio-Canada et de formuler des recommandations concrètes pour son avenir.

En 2026, nous avons tenu la cinquième édition de *Saving Journalism*, et la première à l'extérieur de l'Amérique du Nord. En collaboration avec Anya Schiffrin de l'Université Columbia et le Columbia Global Paris Center, nous avons réuni à Paris des journalistes, des économistes, des chercheurs et des responsables des politiques publiques afin de réfléchir aux enjeux qui détermineront la capacité du journalisme à traverser la prochaine décennie.

CE QUI A CHANGÉ

Notre analyse du projet de loi C-18 est désormais une référence incontournable en matière de politiques publiques sur le journalisme à l'échelle internationale. Nos travaux sur CBC/Radio-Canada ont permis de recentrer un débat polarisé sur des données probantes. Enfin, notre conférence *Saving Journalism* est devenue un rendez-vous annuel incontournable pour les personnes qui façonnent les politiques publiques en matière de journalisme partout dans le monde.



Au-dessus : rapports sur le projet de loi C-18 et l'avenir de CBC/Radio-Canada.



Ci-contre : Jayme Poisson, animatrice de *Front Burner* à CBC, et Joseph Stiglitz, professeur à l'Université Columbia et lauréat du prix Nobel d'économie, lors de la conférence *Attention: Freedom, Interrupted* (mars 2025).

3.7 La conversation publique

Une trop grande partie du débat sur la technologie et la démocratie demeure confinée aux milieux de la recherche et de la réglementation. Il risque alors de perdre de vue les citoyens qui vivent quotidiennement avec les effets de ces technologies et avec les transformations sociales plus larges qu'elles entraînent.

Pour le Centre, le dialogue avec ces citoyens fait partie intégrante de notre mandat et doit être pris au sérieux. Cela signifie aller au-delà de la simple diffusion de nos résultats de recherche et de nos recommandations de politiques publiques. Cela signifie créer des contenus médiatiques engageants, raconter des histoires, organiser des événements mobilisateurs et offrir des espaces de délibération collective.

Chaque année, la série de conférences *Attention* réunit des acteurs issus de la recherche, des politiques publiques, du journalisme et du milieu associatif autour de la question la plus urgente du moment. Au fil de ses quatre éditions, *Attention* a suivi une trajectoire cohérente. La série a débuté à un moment où les préjugés associés aux médias sociaux étaient largement documentés et où un projet de loi semblait enfin sur le point d'être adopté. Elle s'est poursuivie avec l'arrivée d'une administration américaine déterminée à réduire l'encadrement des technologies, faisant naître un sentiment d'urgence et de crise. Sa quatrième édition, *Democracy, Rebuilt*, qui se tiendra à Montréal en octobre 2026, marque un tournant : il ne s'agit plus seulement de diagnostiquer les problèmes, mais de définir un programme d'action.

Machines Like Us est le balado phare du Centre, produit en partenariat avec le *Globe and Mail* par l'entremise de Paradigms. Au cours de ses deux premières saisons, Taylor Owen y a rencontré des entrepreneurs, des responsables politiques, des chercheurs et des critiques qui contribuent à façonner un monde transformé par l'intelligence artificielle. Nos [capsules vidéo explicatives](#), également produites avec Paradigms, abordent des questions précises pour un large public : pourquoi les



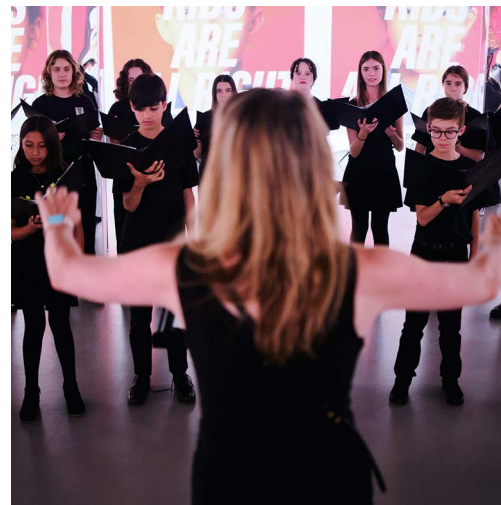
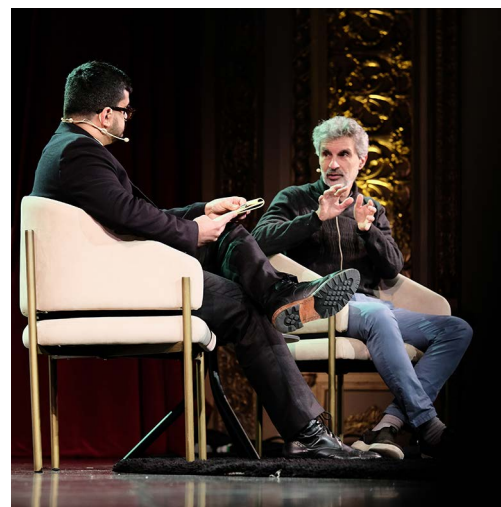
Ci-contre : La baronne Beeban Kidron et la boursière jeunesse Maddie Freeman discutent lors de la conférence *Attention* (automne 2025).

En haut à gauche : Murad Hemmadi, journaliste à The Logic, et Yoshua Bengio, directeur de MILA, lors de la conférence *Attention* (automne 2025).

En haut à droite : Sarah Gilbert, gestionnaire de recherche au Citizens and Technology Lab de l'Université Cornell; Nina Jankowicz, ancienne directrice générale du Disinformation Governance Board des États-Unis et cofondatrice et cheffe de la direction de The American Sunlight Project; et Aengus Bridgman, directeur de l'OEM, lors de la conférence *Attention* (hiver 2025).

En bas à gauche : une chorale d'enfants accueille les invité-e-s à leur arrivée à la conférence *Attention* (automne 2024).

En bas à droite : Frank McCourt, fondateur et président exécutif de McCourt Global et de Project Liberty, lors de la conférence *Attention* (automne 2025).



« Sans faits, il ne peut y avoir de vérité. Sans vérité, il ne peut y avoir de confiance. Sans confiance, nous n’avons plus de réalité commune. Il devient impossible de résoudre les problèmes, surtout les plus complexes. Il devient impossible de gouverner. Impossible de faire du journalisme. Impossible de faire vivre la démocratie. »

Maria Ressa, lauréate du prix Nobel de la paix, cofondatrice et directrice générale de Rappler, lors de la conférence *Attention: Govern or Be Governed*, octobre 2025

Canadiens se méfient de l’IA, comment les démocraties peuvent l’encadrer et ce que révèlent sept années de données recueillies par l’Observatoire de l’écosystème médiatique sur l’information consommée par les Canadiens.

Nos plateformes de médias sociaux prolongent ce travail dans l’espace public et nous permettent de rejoindre des publics au Canada et à l’international. Aujourd’hui, notre communauté combinée, qui regroupe les abonnés de nos comptes Instagram, LinkedIn, TikTok, YouTube, X, Bluesky ainsi que de notre infolettre, compte plus de 21 300 personnes. Au cours de la dernière année, cette audience a augmenté de plus de 70 %, tandis que nos contenus vidéo, courts et longs formats confondus, ont généré plus d’un million de visionnements depuis janvier 2025. Depuis le début de l’année 2025 seulement, les balados *Machines Like Us* et *Left to Their Own Devices* ont été téléchargés plus de 381 000 fois.

CE QUI A CHANGÉ

Au fil des années, la gouvernance des technologies est devenue un sujet de conversation grand public plutôt qu’un enjeu réservé aux spécialistes. Nos conférences, nos balados et nos contenus explicatifs ont contribué à ce déplacement. La série *Attention* est aujourd’hui reconnue comme un rendez-vous annuel incontournable pour les personnes qui réfléchissent à l’avenir des technologies et de la démocratie.

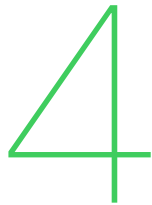
Au-dessus : Jim Balsillie, ancien co-PDG de Research In Motion, s’entretient avec Taylor Owen dans *Machines Like Us*.





Au-dessus : couverture du rapport Slopaganda: The Inauthentic YouTube Network Selling Secession to Albertans.

Perspectives



L'année à venir prend déjà forme. Le Québec se rendra aux urnes cet automne et l'Alberta s'apprête à se prononcer sur sa place au sein de la fédération canadienne. Le projet de Loi sur les réseaux sociaux sécuritaires est de retour et inclut désormais les systèmes d'intelligence artificielle dans son champ d'application. Le débat porte maintenant sur son adoption. En octobre, la conférence *Attention* reviendra à Montréal sous le thème *Democracy, Rebuilt*. Chacun de ces dossiers fait déjà partie de nos priorités de travail.

L'intelligence artificielle évolue à un rythme que les processus d'élaboration des politiques publiques peinent à suivre. Dans le même temps, les États-Unis, dont les décisions influencent notre environnement informationnel plus que celles de tout autre pays, démantèlent délibérément une partie des mécanismes de gouvernance qu'ils avaient mis en place. Ce recul ne fait qu'accentuer l'écart que notre Centre s'efforce de combler.

Les démocraties ne sont pas impuissantes. Les outils nécessaires à la gouvernance existent. L'appui du public existe également. Le Canada a déjà démontré sa capacité à mettre en place des cadres crédibles pour répondre à des enjeux complexes. Ce que l'année à venir mettra de nouveau à l'épreuve, c'est la volonté de les utiliser.

Notre rôle est de faire en sorte que, lorsque ce moment viendra, les données probantes, les solutions de politiques publiques et les arguments destinés au public soient déjà prêts.

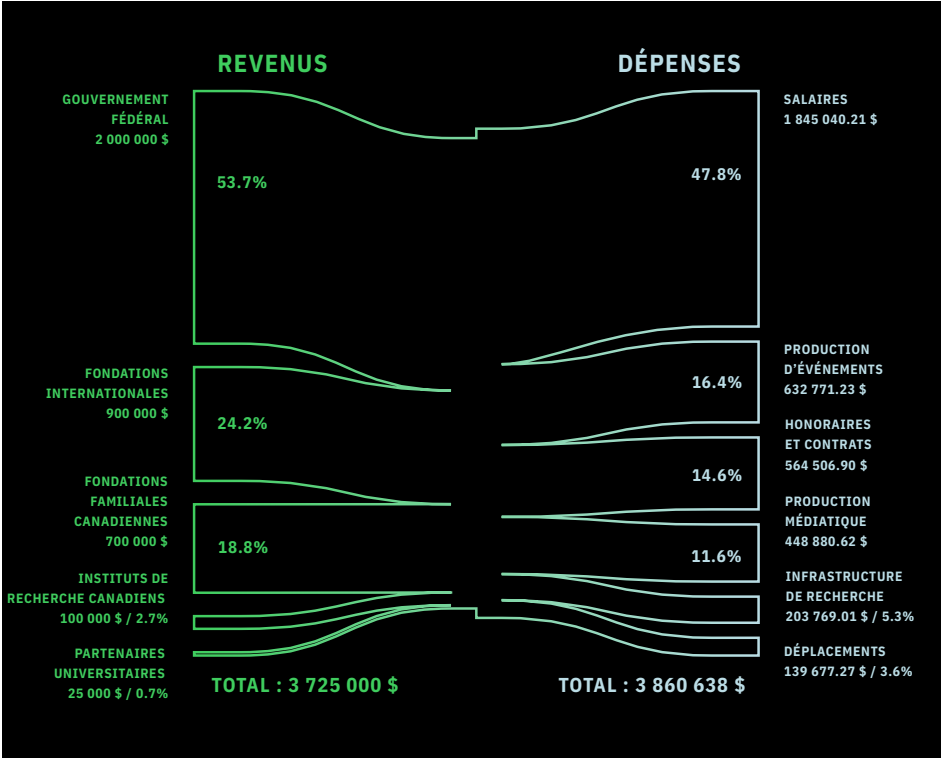
5

Transparence et reddition de comptes

Les travaux du Centre reposent sur le soutien de ses partenaires financiers et sur la confiance du public. La section qui suit présente les organisations qui financent le Centre, la manière dont ses ressources sont utilisées et les personnes qui contribuent à sa mission..

5.1 Revenus et dépenses

1^{er} mai 2025—30 avril 2026



5.1 Notre équipe

Équipe permanente



Taylor Owen,
directeur fondateur



Anna Jahn,
directrice générale



Isabelle Corriveau,
directrice associée,
engagement avec
le public



Aengus Bridgman,
directeur associé,
recherche



Sonja Solomon,
professeur adjointe,
recherche



Beata Skazinestsky,
gestionnaire de
bureau



Sequoia Kim,
responsable des opé-
rations stratégiques



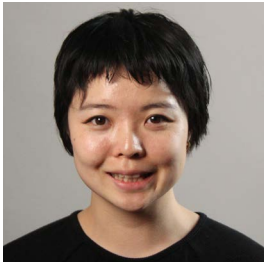
Emma Frattasio,
responsable des
médias sociaux



Zeynep Pehlivan,
responsable de l'équipe
de traces numériques



Mathieu Lavigne,
responsable de
l'analyse



Saewon Park,
responsable de la
stratégie des données



Chris Ross,
analyste principal



Esli Chan,
analyste principal



Diya Jiang,
analyste principal



Ben Steel,
ingénieur



Mika Desblancs-Patel,
ingénieur



David Hobson,
ingénieur junior



Helen Hayes, ancienne directrice
associée, politiques publiques,
et responsable de Gen(Z)AI

Jeune fellows 2025-2026 et
responsables du projet Gen(Z)AI



Fergus Linley-Mota,
fellow senior et res-
ponsable de Gen(Z)AI



Alexander Martin,
jeune fellow,
Gen(Z)AI



Maddie Freeman,
jeune fellow



Maddie Case,
jeune fellow,
Gen(Z)AI



Nonso Morah,
jeune fellow,
Gen(Z)AI



Damian Collins,
fellow senior



Julian Lam,
jeune fellow,
Gen(Z)AI

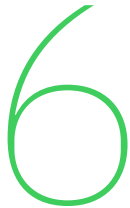


Ava Smithing,
jeune fellow



John Matheson,
fellow à la coordination
internationale

Fellows 2025-2026



Annexe

Rapports et publications

1. Janvier 2025

[Climate Obstruction: On the State and Spread of Climate Disinformation in Canada](#)
2. Mars 2025

[Like it or Not: The Changing Canadian Information Ecosystem](#)
3. Avril 2025

[AI-Generated Scams Mimicking Real News](#)
4. Avril 2025

[Canada’s News Bargaining Code: An Unabridged Account of C-18](#)
5. Avril 2025

[Deliberative Approaches to Inclusive Governance: An Essay Series Part of the Democratic Legitimacy for AI Initiative](#)
6. Avril–mai 2025

[6 weekly election updates](#) (FR/EN)
7. Juillet 2025

[What Should the CBC Be?](#)
8. Août 2025

[British Columbia Election Information Ecosystem Project](#)
9. Septembre 2025

[Ripple Effects of the Charlie Kirk Assassination in the Canadian Information Ecosystem](#) (8 rapports d’incident et un rapport final)
10. Octobre 2025

[The Canadian Information Ecosystem during the 2025 Federal Election](#)
11. Octobre 2025

[Polling Shows That Canadians Support Action on Climate Information Integrity](#)
12. Novembre 2025

[Power shift: The rise of political influencers in Canada](#)
13. Novembre 2025

[Gen\(Z\)AI Forum Report: AI & Chatbots](#)
14. Décembre 2025

[Are Canadians Climate Doomers?](#)
15. Février 2026

[Gen\(Z\)AI | Forum Report: AI & Information Integrity](#)
16. Février 2026

[Conspiratorial Claims and Institutional Distrust in Canada’s Online Ecosystem](#)
17. Février 2026

[Canadians’ Perspectives on Governing AI Chatbots A Policy Brief](#)
18. Mars 2026

[Gen\(Z\)AI | Forum Report: AI & Data Privacy](#)
19. Mars 2026

[AI News Audit: AI, Canadian Journalism, and Paths for Policy Action](#) (policy memo and technical brief)

20. Avril 2026

[Gen\(Z\)AI | Forum Report: AI & Age Assurance](#)
21. Avril 2026

[Gen\(Z\)AI | Youth Voices, AI Futures](#)
22. Avril 2026

[Slopaganda: The Inauthentic YouTube Network Selling Secession to Albertans](#)

Documents de politiques publiques et soumissions

1. Août 2025

[Submission to the Office of the Privacy Commissioner of Canada \(OPC\): Exploratory consultation on the development of a children’s privacy code](#)
2. Septembre 2025

[Submission to the Inquiry into Information Integrity on Climate Change and Energy, Australian Senate Select Committee on Information Integrity on Climate Change and Energy](#)
3. Janvier 2026

[Taylor Owen’s Final Report to the AI Strategy Task Force](#)
4. Février 2026

[Scoping AI Chatbots into a revised Online Harms Act: The Case for Immediate Action](#)
5. Février 2026

[Response to OpenAI’s Letter to Minister Solomon](#)

6. Avril 2026

Mémoires soumis par Taylor Owen au gouvernement du Canada (dans le cadre du groupe consultatif d’experts sur la sécurité en ligne)
- a,

Rapport 1 : Les agents conversationnels d’intelligence artificielle (soumis le 12 avril 2026)
- b.

Rapport 2 : Élargissement du champ d’application (soumis le 19 avril 2026, révisé le 24 avril 2026)
- c.

Rapport 3 : Les restrictions fondées sur l’âge (soumis le 24 avril 2026)
- d.

Rapport 4 : La Commission de la sécurité numérique

Témoignages

1. Août 2026

Mathieu Lavigne et Aengus Bridgman : évaluateurs externes, [Les risques éthiques des systèmes d’intelligence artificielle pour l’intégrité électorale et les débats publics](#)
2. Février 2026

Esli Chan: [Standing Committee on the Status of Women](#)
3. Avril 2026

Aengus Bridgman: [House Standing Committee on Procedure and House Affairs](#)
4. Avril 2026

Taylor Owen: [House Standing Committee on Procedure and House Affairs](#)



www.mediatechdemocracy.com